Alexandre Duchêne & Monica Heller (eds.) *Discourses of endangerment: Ideology and Interest in the Defence of Languages*, 2007, 304 pages. London - New York: Continuum International Publishing Group Ltd., Advances in Sociolinguistics.

Claude Caitucoli (Université de Rouen)

La défense des langues « en danger » est un thème majeur des discours actuels sur les langues, que ces discours soient scientifiques, institutionnels, militants ou ordinaires. La nécessité de préserver la diversité linguistique étant posée comme une évidence indiscutable, ces discours et les postulats sur lesquels ils sont fondés sont rarement questionnés. *Discourses of Endangerment* vise précisément à prendre une distance critique vis-à-vis de ces discours, à les déconstruire.

Cet ouvrage collectif, dirigé par Alexandre Duchêne et Monica Heller, bien qu'il soit composé de treize contributions indépendantes, forme un ensemble cohérent et organisé. Les deux premiers chapitres ainsi que le dernier abordent des questions théoriques sans référence à un terrain précis. Les dix chapitres intermédiaires étudient des « discours de mise en danger » sur dix terrains spécifiques, avec un principe de progression lié, semble-t-il, à l'importance des langues concernées sur le marché mondial : des langues les plus minorées (langues indigènes du Canada, acadien, corse, patois d'Evolène dans les chapitres 3 à 6) aux « grandes » langues internationales (anglais aux Etats Unis, français, espagnol dans les chapitres 10 à 12) en passant par des langues de statut intermédiaire (catalan, irlandais, suédois dans les chapitres 7 à 9).

La défense des langues en danger : panique morale, essentialisation

Dans leur chapitre introductif, Alexandre Duchêne et Monica Heller se demandent comment, à propos de la question des langues en danger, a pu se mettre place une sorte de panique morale. Pour expliquer ce processus, ils font l'hypothèse suivante : en surface, ces discours nous parlent des menaces – réelles ou imaginaires – pesant sur les langues mais les problèmes de fond, plus généraux, ont à voir avec la « *gestion de la diversité dans le cadre des opportunités et des dangers inhérents à la nouvelle économie globalisée* » (p. 5).

La question posée – « *comment répartir les ressources mondiales entre les groupes constitués ?* » (p. 6) – est atemporelle. Cependant cette question est reformulée dans des termes nouveaux à partie des années 1990. Avec la globalisation de l'économie, la cohérence des Etats-nations et, dans certains cas, des minorités régionales est menacée à la fois par la diversité interne, les migrations et la pression des acteurs internationaux. Dans le même temps cette globalisation ouvre des perspectives nouvelles et donne à certains groupes l'occasion de renforcer leurs positions ou de bousculer les hiérarchies établies.

Shaylih Muehlmann prolonge dans le chapitre 2 l'approche théorique amorcée par Alexandre Duchêne et Monica Heller. Elle remarque que le concept de biodiversité a servi de moule idéologique pour construire les concepts de diversité *bioculturelle* et de diversité *biolinguistique* (« Biocultural *diversity and* biolinguistic *diversity* », p. 16). Cette analogie avec les espèces biologiques aboutit à une essentialisation des langues et des cultures. Tout se passe comme si les langues pouvaient être considérées indépendamment de leurs locuteurs. Cela conduit aussi à poser que tout le monde est forcément attaché à la préservation des langues menacées, en particulier les locuteurs de ces langues, et que tout autre comportement est déraisonnable parce que contraire aux intérêts économiques des individus et plus généralement à un idéal de justice sociale. Or la nécessité de s'adapter à des conditions socio-économiques nouvelles conduit quelquefois les locuteurs d'une langue menacée à s'accommoder de la disparition programmée de leur langue sans que l'on puisse prouver que la sauvegarde de cette langue contribuerait à améliorer leur sort (Cf. ci-dessous le cas

du patois d'Evolène).

La revitalisation des « petites » langues : conflits linguistiques et conflits politiques

Donna Patrick étudie les discours, médiatiques et officiels, concernant les droits linguistiques des groupes aborigènes au Canada. Elle montre que le combat pour la revitalisation des langues des peuples aborigènes est lié au combat pour la restitution de leurs terres et de leurs biens, ce qui se traduit dans les discours, notamment dans le *Task Force Report* (2005), par un « essentialisme stratégique » (« *Strategic essentialism* », p. 45) qui pose un lien indissociable entre la langue, la terre et la spiritualité des Aborigènes. La stratégie qui consiste à essentialiser un lien entre la langue et la terre est efficace comme « *'force de mobilisation' dans le combat mené par les groupes indigènes pour une autonomie renforcée* » (p. 36) avec cependant, comme effets pervers possibles, la marginalisation des groupes indigènes non territorialisés et la mise en place d'une hiérarchie interne fondée sur le critère de l'authenticité.

En Corse, l'essentialisation consiste à poser l'existence d'une langue corse unique et stable, avec des bornes historiques, géographiques et linguistiques intangibles, indissociable d'une identité culturelle également stable, les deux aspects, linguistiques et culturels, renvoyant à une authenticité antérieure à tout contact et préservée à la fois des influences italiennes et françaises. Alexandra Jaffe considère que ce type de discours, qu'elle qualifie de « puriste », est dominant « pendant les quinze premières années d'activisme linguistique », qu'il est clairement lié à un activisme politique et qu'il a bel et bien contribué à modifier les représentations que les Corses ont de leur langue. L'auteur situe le début de cet activisme au milieu des années soixante-dix. Par ailleurs, cette idée que tous les Corses partagent une langue et une identité culturelle est un argument important en matière de revendication politique.

Ce qui est original en Corse, c'est la présence à partir des années quatre-vingt-dix, à côté du discours « puriste », d'un discours « sociolinguistique » fondé sur la notion de langue polynomique. Ce discours « *ne considère pas le lien entre la forme et la pratique linguistiques d'une part et la communauté et l'identité d'autre part comme acquis mais le voit plutôt comme une propriété émergente de la vie sociale et politique* » (p. 65). Il y a donc une alternative possible à l'essentialisme.

Raphaël Maître et Marinette Matthey se demandent *« who wants to save le 'patois d'Evolène' »* (p. 77), vernaculaire franco-provençal parlé dans le canton du Valais en Suisse, langue menacée de disparition. Les auteurs, sans adopter une position militante, ont investi le terrain avec l'idée « *qu'il était possible, et peut-être souhaitable aux yeux de la population concernée, que <leur> recherche contribue à la promotion du patois* » (p. 82). A l'arrivée, Raphaël Maître et Marinette Matthey constatent que si certains regrets se font entendre face au déclin du vernaculaire, aucune des quatre-vingts personnes interrogées ne réclame spontanément des mesures glottopolitiques visant à contrecarrer le processus de substitution : de telles mesures, forcément coûteuses, leur apparaîtraient comme « un luxe superflu » (*A superfluous luxury*, p. 93). A la question « *who wants to save le 'patois d'Evolène'* », il semble que la réponse soit : « *Nobody* » (p. 95). Les auteurs rattachent ce résultat surprenant à « *une idéologie suisse du contact de langues* » (p. 92) caractérisée comme non conflictuelle mais aussi, de façon plus générale, au fait que « *les théories sociolinguistiques concernant le changement linguistique sont liées à la mobilité sociale* » (p. 93).

Annette Boudreau et Lise Dubois étudient les idéologies linguistiques en présence dans la communauté acadienne de la Baie Sainte-Marie, en Nouvelle Ecosse. Trois idéologies sont repérables sur le terrain : « l'idéologie du bilinguisme » met en avant les avantages économiques, sociaux et culturels attachés au bilinguisme anglais-français pour l'individu comme pour la collectivité ; « l'idéologie du standard », qui repose sur une vision essentialisée et homogénéisante de la langue, considère que la seule variété de français digne d'être enseignée ou radiodiffusée est la variété standard ; « l'idéologie du dialecte », en réaction à l'idéologie précédente, tente de

promouvoir la variété locale, appelée *acadjonne*, notamment sur les ondes de la radio locale.

Les tenants du standard comme les défenseurs du vernaculaire local sont des défenseurs d'une identité acadienne en danger. La controverse porte en réalité sur « *la variété de français la plus à même d'assurer la survie de la communauté* » (p. 103) en tant que communauté francophone. Le vernaculaire régional se distinguant du standard à la fois par des archaïsmes et par des anglicismes, cela permet aux défenseurs du standard et aux promoteurs de l'acadjonne, avec des arguments et des objectifs opposés, de s'appuyer sur certaines valeurs communes, telles que l'enracinement dans un passé mythique : une langue sans anglicisme pour les uns, une langue remontant au XIIe siècle pour les autres. Ils divergent par ailleurs sur les conditions nécessaires à la sauvegarde de la langue, les uns pariant sur la pureté, les autres sur l'hybridation. Mais les auteurs remarquent que ce discours sur la mise en danger de la langue et de l'identité est surdéterminé par des clivages socio-économiques et culturels : « *les enjeux réels résident dans l'accès inégal aux ressources matérielles et symboliques dans la communauté* » (p. 117).

Les langues « intermédiaires » : identité nationale et héritage culturel

On peut penser que le catalan ne fait pas partie, aujourd'hui, des langues menacées de disparition. Cette question fait pourtant débat dans les médias catalans, la mise en danger de la langue étant associée à « *une immigration continue et l'internationalisation de l'économie, de la politique et des médias* » (p. 121). Joan Pujolar, s'appuyant sur un corpus d'articles de journaux publiés en 2003, montre que les discours tenus, souvent par des experts, ne sont pas « politiquement neutres » (*« Politically neutral »*, p. 121). En réalité, sous couvert d'arguments linguistiques, le débat « *concerne la reproduction d'une communauté linguistique nationale composée de locuteurs natifs authentiques et l'accès aux ressources matérielles et symboliques que cette communauté gère* » (p. 125).

Dans ce contexte, les deux questions qui sont débattues sont les suivantes : peut-on compter comme catalanophones les locuteurs non natifs, peut-on être considéré comme catalan sans parler le catalan ? La première question renvoie au débat classique sur la pureté de la langue, la seconde aux rapports entre langue et identité. Les réponses données révèlent l'existence de deux nationalismes : un nationalisme « ethnique » construisant l'identité catalane sur des bases culturelles et pour l'essentiel linguistiques, et un nationalisme « civique », plus inclusif, qui met l'accent sur la citoyenneté et l'insertion dans la vie sociale. Mais Joan Pujolar montre que même les individus manifestant des tendances inclusives s'inscrivent dans « *un discours ethno-national qui laisse les Catalans non natifs dans une position marginale* » (p. 144).

En Irlande et en Irlande du Nord, les langues en danger ont été identifiées et exploitées sur le plan politique bien avant que s'installe la panique morale actuelle. Tony Crowley remarque que la défense de la langue irlandaise a fonctionné comme une arme dans la guerre menée contre la colonisation britannique : cela permettait d'appuyer le combat pour les droits civiques sur des revendications identitaires. De plus, le discours sur la sauvegarde de la langue a fourni à certains une alternative à la violence dans leur lutte contre le *British rule*. « *<Ils> ont vu dans la question des droits linguistiques un moyen d'exprimer leur identité tout en donnant à leurs idées politiques une forme non violente* » (p. 160). Mais l'autre camp, celui des unionistes, pouvait également faire valoir une langue en danger, l'*Ulster Scots*, pour appuyer, toujours sur des bases identitaires, des revendications opposées.

Dans le chapitre 9, on voit que même la langue d'un Etat, en l'occurrence le suédois, peut être déclarée en danger. Tommaso M. Milani remarque que le « débat idéologique sur les langues » (*Language ideological debate*, p. 169) prend véritablement forme à la fin des années 1980, au moment où la Suède négocie son entrée dans la Communauté européenne.

L'émergence de ce débat peut surprendre dans un pays où, traditionnellement, la conscience

linguistique est faible. En Suède, le bilinguisme suédois-anglais est généralisé et si le suédois bénéficie d'une officialité de fait, l'anglais est plus une langue seconde qu'une langue étrangère. Sur le plan historique, l'identité suédoise ne repose pas sur des fondements linguistiques : « *neutralité, égalité sociale et Etat-providence (…) furent les symboles explicites sur lesquels l'identité nationale suédoise fut construite* » (p. 176).

Cependant l'idée que le suédois est désormais une langue menacée – notamment par l'anglophonie – est de plus en plus présente dans les discours des acteurs sociaux, notamment des linguistes. Tommaso M. Milani étudie également le *Draft action programme for the Swedish language, Mål i mun* (2002). S'appuyant sur la notion bakhtinienne de voix, il perçoit dans ce texte un conflit entre les « voix centrifuges » du multilinguisme et du multiculturalisme et les « voix centripètes » de la cohésion sociale. Dans ce contexte, *Mål i mun* tente de concilier la reconnaissance de la diversité linguistique et la défense du suédois : au « niveau civique », on affirme le droit de pratiquer d'autres langues et ou d'autres variétés que le suédois standard ; au « niveau symbolique », on met en avant la notion d'héritage culturel en posant le suédois et ses dialectes comme les seuls « porteurs » (*« Bearers »*, p. 190 et p*assim*) possibles de cet héritage culturel.

Les « grandes » langues : unité et diversité

Personne ne prétend, bien évidemment, que l'anglais est menacé de disparition aux Etats Unis. Il existe cependant un mouvement – l'*Official English* – militant pour la défense de l'anglais comme seule langue publique aux Etats Unis. La menace identifiée par ce mouvement concerne donc le statut des langues, toute autre politique que le « *English-only* » étant condamnée au nom du bien commun et de la justice. En effet, pour l'*Official English*, la reconnaissance de l'américanité des langues autres que l'anglais – principalement des langues de l'immigration – « détruirait l'unité du pays en encourageant la discorde interethnique » (p. 201). Ce serait également une injustice eu égard à la tradition monolingue anglophone des Etas Unis.

Ronald Schmidt ne manque pas d'invalider les arguments de l'*Official English*. Il essaie aussi de comprendre pourquoi de tels arguments peuvent être avancés et trouver un écho dans l'opinion publique. Il rattache l'aveuglement de certains Américains monolingues anglophones devant la réalité sociale à « *l'idéologie politique dominante de l'individualisme libéral* » (p. 206), génératrice d'anxiété et partant de comportements conformistes, ce qui se traduit notamment par une *« hostility to social and cultural difference »* (p. 213).

En France, le sentiment que l'unité et la pureté du français doivent être défendues contre des menaces internes (les langues régionales) et externes (principalement l'anglais) remonte aux Lumières, le monolinguisme institutionnel de la République s'appuyant sur des principes d'égalité et de justice, sur l'universalité supposée de la langue française et sur la neutralisation de l'espace public. Mais Claudine Moïse montre que les « *stratégies de protection* » (p. 216) mises en place sont de moins en moins efficaces à l'heure de la globalisation : la République française « *ne peut plus remplir son contrat, qui est de garantir l'égalité des chances et une intégration économique et sociale* » (p. 218). Par ailleurs les tensions strictement linguistiques sont moins aiguës désormais que les tensions culturelles et religieuses, en liaison avec l'immigration du Sud, notamment maghrébine.

Claudine Moïse remarque en conclusion que « *plus <la nation française> ferme sa porte à la diversité et au changement en raison de son universalisme abstrait, plus elle nourrit les demandes et les insatisfactions des marges* » (p. 236).

A la rigidité de principe de la France on peut opposer la souplesse opportuniste de l'Espagne. Face au morcellement linguistique de l'espace hispanophone, plutôt que de mener un combat d'arrière-garde, l'Académie royale espagnole a choisi de promouvoir « *une norme qui émerge*

directement du peuple » (p. 254) et d'entériner la diversité de l'espagnol. Le raisonnement, inverse de celui qui est conduit en France, est présenté comme suit : « *il n'y a pas de légitimité sans démocratie, pas de démocratie sans consensus, pas de consensus sans diversité* » (p. 263). Cependant José del Valle montre que derrière ce discours consensuel, il y a la volonté de préserver des intérêts acquis. La prise en compte de la diversité linguistique permet de contrôler son « potentiel subversif » (*Subversive potential,* p. 264). C'est le prix à payer pour le maintien de l'unité idéologique de l'espace hispanophone.

Les fondements idéologiques et les effets d'un discours dominant

Dans le chapitre final, Deborah Cameron boucle la boucle en reprenant les questions soulevées par Alexandre Duchêne et Monica Heller puis par Shaylih Muehlmann dans les deux premiers chapitres et exemplifiées à des degrés divers dans les chapitres 3 à 12. Il s'agit donc d'un véritable chapitre conclusif, où l'auteur revient sur les fondements idéologiques et les effets du discours dominant concernant les langues en danger.

En l'occurrence, le discours dominant n'est pas un discours scientifique mais un discours marqué par la médiatisation, ce qui a pour conséquence de substituer à l'approche raisonnée des phénomènes une approche alarmiste, émotive et moralisatrice. Cette approche, s'appuyant sur une analogie entre les langues en danger et les espèces en danger, conduit à une vision « *biologisée* ou *écologisée* » (biologized *or* ecologized, p. 270) des langues. Dès lors, puisque la diversité – des langues comme des espèces – est considérée « *comme un bien en soi <et> la réduction de cette diversité comme un dommage causé à l'humanité* » (p. 270), la question des langues en danger ne renvoie plus à des considérations politiques, sociales ou historiques mais est présentée comme un impératif moral universel.

Sur le plan idéologique, Deborah Cameron remarque que les racines historiques du discours organiciste et écologisant sur les langues sont à rechercher dans les mouvements nationalistes du XIXe siècle et dans les linguistiques racialistes de l'Allemagne nazie. Elle remarque aussi des affinités troublantes entre certains discours actuels pour la sauvegarde des langues en danger et les discours nationalistes, notamment l'idée d'une relation organique immuable entre une langue et une culture.

L'auteur ne prétend pas que les mouvements pour la défense des langues en danger sont nationalistes ou fascistes. Elle pense cependant qu'il est nécessaire de s'interroger sur les objectifs qu'ils poursuivent. Certains combats pour la préservation des langues participent « *d'un vaste mouvement populaire servant les causes de l'égalité et de la justice* » (p. 284). D'autres peuvent correspondre à des motivations moins nobles : nationalisme ethnique, défense d'intérêts privés et d'avantages acquis. Or les discours dominants, au-delà de l'impératif écologique, font l'impasse sur les objectifs poursuivis. En cela ils masquent « *la diversité et la complexité des situations concrètes dans lesquelles les locuteurs des langues en danger se trouvent* » (p. 284).

Bilan

Les dix terrains étudiés ne sont évidemment pas représentatifs des cas de mise en danger dans le monde. Sur un plan strictement géographique, on peut constater qu'il n'y a aucune référence à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique du Sud, à l'Océanie et que sept chapitres sur dix étudient des situations européennes. De plus, certains défenseurs de la diversité linguistique pourront s'offusquer que l'on traite en parallèle de l'acadien, de l'irlandais et de l'espagnol alors que les dangers auxquels ces langues sont confrontées sont difficilement comparables.

Mais les auteurs n'ont pas pour objectif de faire un inventaire raisonné des langues en danger, ni même une typologie des menaces pesant sur les langues. Il s'agit pour eux de déconstruire un discours dominant. Dans cette optique, le fait même que la métaphore de la mise en danger puisse être appliquée à des langues de statuts très différents, de la plus périphérique à la plus centrale,

montre bien que l'essentiel ne se joue pas sur le plan strictement linguistique, qu'une approche sociolinguistique des phénomènes est nécessaire.

Les auteurs insistent sur le fait socio-économique majeur que constitue la globalisation. Dans ce contexte, ce qui pourrait être « mis en danger », c'est l'idéologie – produit de l'histoire – qui associe de façon indissoluble langue, culture et nation ainsi que la conception des langues qui en découle : conception essentialiste, organiciste, homogénéisante. Mais, en réalité, les communautés, de la plus locale à la plus large, et les institutions – régionales, nationales, internationales – concernées ont rarement intérêt à rompre avec cette idéologie. Au-delà de la morale universelle ou de la volonté de préserver le patrimoine linguistique de l'humanité, il apparaît que les questions essentielles sont, comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, « l'idéologie » et « l'intérêt ».

Les lecteurs attendant un discours linguistiquement correct sur la nécessité de sauver les langues en danger seront déçus ou même irrités par la suggestion programmatique d'Alexandre Duchêne et Monica Heller : « *Rather than assuming we must save languages, perhaps we should be asking instead who benefits and who loses from understanding languages the way we do* » (p. 11). Ce programme, en revanche, intéressera les sociolinguistes, les spécialistes des questions de glottopolitique et tous ceux qui refusent de faire passer les langues avant les personnes qui les parlent.